Les Cahiers des Dix

George Heriot, peintre, historien et maître de poste

Jean Bruchési

Numéro 10, 1945

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1080183ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1080183ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bruchési, J. (1945). George Heriot, peintre, historien et maître de poste. *Les Cahiers des Dix*, (10), 190–206. <https://doi.org/10.7202/1080183ar>

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté,

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

GEORGE HERIOT, par lui-même.

George Heriot, peintre, historien

et maître de poste

Par JEAN BRUCHÉSI, M.S.R.C.

La petite histoire, au Canada, a retenu les noms de deux Heriot; elle les a même confondus en un seul personnage, un peu à la manière des premiers hagiographes qui, ne trouvant pas, dans la vie du saint dont ils entendaient célébrer les mérites, assez d'actions d'éclat, de faits merveilleux, voire de vertus, ne se gênaient pas pour emprunter à d'autres de quoi étoffer leur récit et rendre ainsi l'élus de leur choix plus sympathique ou plus glorieux. Entre les deux Heriot, toutefois, la similitude des noms patronymiques et d'un des prénoms, et une parenté qui n'allait pas au-delà d'un cousinage distant, expliqueraient à la rigueur la regrettable confusion. Peut-être aussi conviendrait-il d'ajouter que tous deux habitèrent ensemble, à une certaine époque, la province de Québec et moururent à quelques mois, sinon à quelques semaines d'intervalle. Mais là doit s'arrêter le rapprochement. Pour le reste, comme nous le verrons, chacun des Heriot a ses titres bien distincts et sa carrière nettement marquée.

Le nom Heriot est lui-même d'origine anglo-saxonne. Qu'il ait tout d'abord désigné la redevance payable au propriétaire d'un domaine, à la mort du possesseur ou du vassal — ce serait l'équivalent du droit de relief ou de rachat dans la féodalité française — ou qu'à l'exemple de nombreux noms de famille il ait plutôt été celui d'un village ou d'une rivière, il y avait des Heriot, dès 1423, dans l'ancienne contrée écossaise de Lothian. L'un d'entre eux émigra, certain jour, dans l'île de Jersey; et c'est là que naquit, le 11 janvier 1786, Frederic-George Heriot.

Soldat de Sa Majesté Britannique à quinze ans, le jeune Heriot

vint au Canada dès 1802. Onze ans plus tard, à Châteauguay, il commandait en second le célèbre régiment des Voltigeurs de Salaberry. Quand la guerre se termina, il était colonel et chevalier de l'Ordre du Bain. Renonçant alors à la carrière des armes, qui s'annonçait brillante, Heriot se résigna d'autant plus aisément à ne toucher désormais qu'une demi-solde que le roi voulut bien reconnaître la valeur de ses services en lui concédant une vaste étendue de terre dans le comté de Grantham. Devenu colon à son tour, comme plusieurs vétérans des dernières campagnes qui le suivirent dans sa retraite, il entreprit d'exploiter une partie au moins de son domaine et fixa sa résidence, qu'il baptisa du nom de Comfort Hall, au coeur même de ce qui devait être Drummondville. Aimable et conciliant, charitable et bon, il ne tarda pas à devenir le personnage le plus influent du comté qui prit bientôt le nom de Drummond et qu'il représenta, de 1829 à 1833, à l'Assemblée législative du Bas-Canada.

Les protestants, alors nombreux à Drummondville et dans toute la région, ne furent pas les seuls, s'ils eurent toutefois la part du lion, à se louer des services du colonel Heriot. Et lorsque Monseigneur Plessis, justement préoccupé du sort des catholiques qui s'y trouvaient, résolut d'y envoyer un missionnaire et d'y élever une chapelle, les largesses du huguenot facilitèrent grandement l'exécution du projet. En retour, ce dernier n'exprima d'abord qu'un désir: le choix de saint Georges comme patron de la nouvelle église. Dans une lettre à Monseigneur Lartigue, le 5 décembre 1822, l'évêque de Québec parut du reste n'y faire aucune objection. Mais, deux ans plus tard, saint Georges était remplacé par saint Frédéric . . .

Dans l'intervalle, Monseigneur Plessis avait nommé l'abbé Jean Holmes⁽¹⁾ à la mission de Drummondville et, le 12 octobre 1824, il lui recommandait de prendre pour titulaire de la chapelle de Drummondville, saint Frédéric, évêque et martyr. « C'est d'ailleurs, ajoutait-il, le

(1) Né aux Etats-Unis en 1799, vicaire à Berthier, puis missionnaire à Drummondville jusqu'en 1827; professeur au Séminaire de Québec; auteur des *Conférences de Notre-Dame*; décédé à l'Ancienne-Lorette en 1852.

patron du colonel Herriot (sic). » Pourquoi préférer saint Frédéric à saint Georges, même si Heriot pouvait se réclamer des deux ? L'histoire ne nous le dit pas. Nous savons cependant que la « substitution » ne fut pas du goût de l'intéressé, comme en fait foi une autre lettre de l'évêque de Québec à son missionnaire : « Je suis bien fâché que le colonel Herriot (sic) soit fâché d'avoir saint Frédéric pour patron de votre chapelle. Ce saint est son patron et, assurément, ni le comte Dalhousie ni Sa Majesté Britannique ne se mettront en peine que saint Georges ne lui ait été préféré ».

Dans le même ordre d'idées, une autre déception attendait le fondateur de Drummondville qui, à l'exemple des seigneurs du régime français, voulut avoir son banc à l'église. Pour le patron passe encore. Mais offrir un banc à un huguenot ? Monseigneur Plessis dut répondre qu'il aurait été heureux, si le colonel Herriot (sic) eût été catholique, « de lui donner un banc dans la chapelle de Saint-Frédéric qui lui doit en grande partie son existence ». Et l'affaire en resta là. Du reste, d'autres honneurs ne tardèrent pas à souligner les mérites de Heriot : nomination au Conseil spécial du Bas-Canada, en 1840, et promotion au rang de major-général en 1841. Deux ans plus tard, le 30 décembre 1843, le compagnon d'armes de Salaberry mourait à Drummondville.

* * *

Il existe, au Musée McCord de l'Université McGill, un petit portrait à l'huile, fait un peu à la manière des miniatures. C'est celui du général qui avait, si l'artiste n'a pas trahi la vérité, les cheveux et les favoris d'un brun clair, les yeux bleus, le nez fort, la bouche ferme, le menton saillant. Et l'artiste, à qui l'on attribue ce portrait, ne serait autre que George Heriot, dont la carrière bien remplie n'a pas besoin d'emprunter à celle du cousin éloigné, pour retenir l'attention des chercheurs.

Comme il vient d'être dit, la branche écossaise des Heriot remonte pour le moins au début du XVe siècle. A la fin du XVIe, elle

entrait dans l'histoire avec ce George Heriot qui fut banquier et joaillier du roi Jacques Ier, et dont un collège, destiné à recevoir les fils de pauvres bourgeois, perpétue, de nos jours encore, à Edimbourg même, la généreuse prévoyance. George Buchanan, qui vécut à cette époque et qui a laissé un nom, comme poète, auteur dramatique et historien, dans la littérature écossaise, eut pour mère une Heriot. Quant au père du personnage que le goût des voyages et l'attrait de l'inconnu devaient un jour conduire à Québec, il était *Sheriff Clerk* du comté d'East Lothian en 1766. George Heriot, qui naquit cette année-là, à Haddington, petite ville manufacturière que baigne la Tyne, n'était pas enfant unique. Il eut au moins deux frères : John, l'aîné, journaliste, Roger, le plus jeune, qui s'établit et mourut à Charleston (Caroline du Sud), et une soeur Sophie, qui épousa un authentique Londonien.

Après avoir fréquenté l'une des *High Schools* d'Edimbourg, George Heriot s'inscrivit à l'université locale d'où il partit, vers 1786, pour entrer à l'école militaire de Woolwich, près de Londres. Croyait-il avoir la vocation des armes ? Ne faisait-il qu'obéir à la volonté paternelle ? Nul ne saurait dire. Personne ne sait non plus la durée du séjour à Woolwich. Tout ce qu'il y a de certain, présentement, c'est que le jeune homme s'y trouvait encore en 1789, et la preuve nous en est fournie par des aquarelles qui portent à la fois ce nom et cette date. Ces aquarelles, avec quelques dessins au crayon, sont les premières manifestations connues de l'indéniable talent artistique de George Heriot. Qu'il parcoure les environs de Londres, où la profusion des arbres et le long défilé des prés verdoyants flattent ses goûts champêtres, où le passé revit dans les ruines d'un château ou d'une église gothique, qu'il s'arrête dans les ports de la Manche ou qu'il longe les falaises escarpées de la côte, toujours son pinceau traduit en touches nuancées, discrètes mais fermes, ce que son oeil retient, comme autant de vibrations dont son âme de poète prolonge l'écho. Un moulin, une métairie, un village au pied d'une colline, l'allée d'un parc, des voiles qui glissent à l'horizon marin : tout revêt la forme gracieuse que l'artiste

sait donner aux choses, et un charme qui ne perdra rien de sa séduction lorsque les thèmes ainsi traités prendront, avec le temps, une précieuse valeur documentaire. Pendant trois ans au moins, George Heriot explore de la sorte la région qui s'étend de l'embouchure de la Tamise à l'île de Wight. Puis nous perdons sa trace jusqu'au jour où la *Gazette de Québec* du 11 octobre 1792 imprime, au bas d'un avis de l'« honorable Bureau d'Artillerie », le nom de G. Heriot, avec la désignation : *Clerk* du chèque.

De Woolwich à Québec, c'était alors tout un voyage et rares étaient encore, à cette époque, les Anglais qui se risquaient à l'entreprendre pour le seul agrément de voir du pays. On ne quittait les Iles que pour tenter fortune ou pour occuper, soit dans l'armée, soit dans l'administration des colonies, quelque charge plus ou moins importante. Le Canada n'était du reste possession britannique que depuis trente ans à peine. Malgré les appels réitérés d'Amherst, de Murray et de Carleton, malgré l'afflux des Loyalistes pendant et après la guerre de l'Indépendance américaine, la population de la lointaine colonie restait en très grande majorité française et catholique. Tout Anglais, pourvu qu'il fût débrouillard et le moins tenace, était cependant assuré d'y tenir un rôle, sinon de s'enrichir, sans compter que la Couronne ne lésinait pas lorsqu'il s'agissait de distribuer des terres aux soldats de Sa Majesté, voire tout simplement aux amis des amis. Mais, encore une fois, la politique d'émigration, sous le signe de la « plus grande Bretagne », n'était même pas esquissée. Les pionniers, parmi lesquels certains Ecossais audacieux prenaient vite la tête, avaient le champ libre, des Grands Lacs aux Montagnes Rocheuses, et même au-delà, et la compagnie de la Baie d'Hudson n'avait plus à redouter, dans les vastes plaines de l'Ouest, la concurrence des traitants français.

Comme il attendait les colons et les commerçants, les bûcherons et les semeurs de blé, le pays vierge attendait les voyageurs, écrivains ou peintres, voire les deux à la fois, dont le crayon ou le pinceau décrirait la richesse. Et ceux-là, par leurs livres aussi bien que par

leurs aquarelles, dessins et tableaux, ne seraient pas étrangers à des départs de plus en plus nombreux pour le Canada, terre d'avenir et possession britannique; sans compter que l'ancienne Nouvelle-France, par ses lois, par ses coutumes, par la langue de ses habitants, par son architecture aussi, comme par le pittoresque de ses sites, offrait ample matière à l'inspiration des uns et des autres. Dans un monde promis à la domination anglo-saxonne, les fils des découvreurs et des fondateurs du Canada, professant la religion de Rome et parlant la langue française, faisaient en quelque sorte figure d'anachronisme, quand ils n'étaient pas un sujet de scandale ou d'horreur pour les vainqueurs de 1760, toujours prompts à partir en guerre contre le papisme abhorré. Au surplus, en 1792, les premières expériences du régime parlementaire, instauré au Canada avec la division en deux provinces, ne laissaient déjà subsister aucun doute sur le parti qu'allaient en tirer les anciens sujets du roi de France.

En attendant, à Québec comme aux Indes et aux Antilles, les carrières lucratives et les postes de commande s'offraient en nombre aux jeunes Anglais qui ne craignaient pas de s'expatrier et qu'animait la volonté de réussir. George Heriot était de ceux-là. La fonction de « Clerk du chèque » ou de paie-maître, qu'il avait recueillie d'un certain T. Cooper, entre octobre 1791 et octobre 1792, au Bureau d'Artillerie de Québec, n'était pour lui qu'un prélude à d'autres charges plus importantes. Peut-être même, à cette époque, n'était-elle que l'occasion heureuse de satisfaire un goût très vif d'écrire et de donner libre cours à l'expression d'un réel talent de peintre, en apportant à l'un et à l'autre une multitude de sujets neufs.

Comme Wilhelm Berczy, G. B. Fisher, Robert Gain, John Lambert, William Peachy, qu'il précédait à Québec, Heriot parcourerait la campagne canadienne, crayon et pinceau à la main. Aux douzaines d'aquarelles que ses promenades à travers les plaines de Londres et le long des côtes du sud lui avaient inspirées, il en ajouterait des centaines d'autres qui sont aujourd'hui au *British Museum*, au musée

McCord de Montréal, aux Archives Nationales d'Ottawa ou dans des collections particulières.

Du reste, en venant au Canada, Heriot est passé par les Açores, dont son pinceau fidèle a tracé les contours un peu flous, comme son crayon en a décrit l'aspect physique; et cette description plutôt sèche, sans beaucoup de couleur, remplira les premières pages des *Travels through the Canadas*.⁽²⁾

On se représente aisément le jeune officier fonctionnaire, une fois la besogne quotidienne terminée, prenant l'un des sentiers qui partent des remparts de la ville, ou traversant le fleuve en canot, ou gagnant la côte de Beaupré, quand ce n'est pas Saint-Augustin, la Jeune-Lorette, voire le Cap-Santé, avec ses toiles, cartons et pinceaux... Il s'en va à la découverte. Ici c'est une chute qui retient son attention, là les ruines d'un couvent, ici un bois ou un lac, et toujours, lorsqu'il lève les yeux, Québec et son cap, vus tantôt de la Pointe-Lévis, tantôt de la côte de Beaupré, tantôt de Cap-Rouge. Jusqu'en 1800, la ville pittoresque et la campagne environnante sont à peu près la seule inspiration de George Heriot qui n'a pas encore l'occasion de se déplacer comme il le voudrait. Bientôt, un autre emploi, plus rémunérateur et plus élevé, non seulement lui permettra de voyager au loin, mais l'y obligera. En attendant, il multiplie les aquarelles sans effort apparent, et les paysages succèdent aux paysages, dans les tons doux et chauds que l'artiste sait leur donner. Déjà, par les qualités intrinsèques de son oeuvre, Heriot s'installe au premier rang de tous ceux qui, après 1760, ont peint la nature canadienne dont, avec William-Henry Bartlett et James-Pattison Cockburn, il demeure l'un des plus brillants interprètes. Et la reproduction fidèle de ce que ses yeux ont contemplé, condamnable peut-être par les tenants de l'art moderne, donne, par surcroît, à ses dessins ou aquarelles une très précieuse valeur documentaire.

(2) *Travels through the Canadas*, with folding map and 27 tinted plates. Richard Phillips, London 1807. Il a paru trois éditions de cet ouvrage, dont deux à Londres et une à Philadelphie. Dans une des éditions de Londres, les illustrations sont en couleurs.

Au surplus, la nature n'intéresse pas seule le jeune Ecossais transplanté sur les rives du Saint-Laurent. Le pays qu'il admire, ces Français et catholiques qu'il fréquente nécessairement ont un passé. Avant que le sort des armes eût fait du premier une possession britannique et des seconds, de loyaux sujets de Sa Majesté George III, bien des hommes et des femmes s'y sont illustrés. Heriot apprend à les connaître en lisant les *Relations*, les *Voyages* de Champlain, les livres de Charlevoix, de La Hontan et de Kalm. Puis l'idée lui vient d'écrire en anglais une histoire complète du Canada qui n'a même pas encore été écrite en français. C'est ainsi que paraît, en 1804, soit onze ans avant celle de William Smith, la première *Histoire du Canada* en langue anglaise.⁽³⁾ Trois ans plus tard, c'est le tour des *Travels through the Canadas*, illustrés par l'auteur. Dans l'intervalle, le 5 avril 1800, George Heriot a remplacé Hugh Finlay comme assistant-maître de poste général, le modeste commis du Bureau d'Artillerie est devenu l'un des hauts fonctionnaires de l'Amérique du Nord britannique.

Plus d'un siècle après la fondation de Québec, le Saint-Laurent demeurait, pour toutes fins pratiques, d'avril à novembre, l'unique voie de communication entre la capitale et Montréal. Voyageurs, soldats, missionnaires, commerçants et colons n'avaient pas le choix. Aussi bien, de la première neige à la fonte des glaces, était-il impossible de voyager; impossible également de s'écrire d'une ville à l'autre, car les courriers eux-mêmes empruntaient, durant la belle saison, le chemin qui marche. Mais, à partir de 1720, une route, d'abord à peine digne de ce nom, un chemin cahoteux, tortueux, maintes fois coupé par une rivière, mit fin au monopole du fleuve, et l'on put désormais se transporter de Québec à Montréal ou inversement, été comme hiver. Il ne fallait sans doute pas être pressé, ni tenir à son confort. Après dix jours, après quinze jours parfois, on finissait bien par arriver. Tous les neufs milles environ, les voyageurs descendaient à la « maison de poste » où s'opérait le changement des voitures et des

(3) *The History of Canada, from its first discovery*, vol. I, T. N. Longman and O. Rees, London 1804.

chevaux. Le soir venu, la maison de poste servait d'auberge. En même temps qu'elle facilitait les échanges commerciaux et les déplacements, la route nouvelle permettait d'assurer le service postal entre les deux villes. Du reste, c'est à cela surtout qu'elle servait; et, lorsque les Anglais eurent complété la conquête du Canada, ils jugèrent bon de ne rien changer au système établi par l'administration française. L'un des premiers actes du général Amherst fut de remettre des commissions aux maîtres de poste qui reçurent désormais six *pence* par lieue parcourue.

A l'époque, le service postal, dans les colonies anglaises, relevait du maître de poste général de Grande-Bretagne qui était représenté en Amérique par deux assistants: un pour le district nord et un pour le district sud. L'assistant-maître de poste, pour le district sud, était, depuis 1753, Benjamin Franklin. C'est à Franklin que Londres confia, dès 1763, le soin d'organiser le service postal canadien, intégré dans le service postal des colonies d'Amérique et soumis, pour le tarif comme pour le reste, aux dispositions de la loi de 1710.

A Québec, Franklin rencontra un jeune Ecossais du nom de Hugh Finlay, qui venait tout juste d'y débarquer et à qui la connaissance de la langue française avait aussitôt valu d'être nommé juge de paix. L'Américain n'eut rien de plus pressé que de confier à Finlay la direction des bureaux de poste ouverts par lui à Québec, Trois-Rivières et Montréal; ce qui signifiait en somme la direction du service postal entre ces trois villes et New-York. Finlay se mit rapidement à l'oeuvre. D'abord, un courrier par semaine, dans chaque direction, assura le transport des lettres et colis entre Québec et Montréal. Puis, après 1765, il y eut deux courriers par semaine, qui parcouraient en une trentaine d'heures la distance séparant les deux villes, soit en voiture, soit montés sur les chevaux que les maîtres de poste devaient tenir prêts pour eux, de neuf milles en neuf milles. Chaque semaine également, deux courriers relient Montréal et New-York; mais, alors, il fallait compter de neuf à dix jours pour accomplir le trajet. Et le port d'une lettre, écrite sur une seule page, sans enveloppe, sauf ex-

ception, jusqu'en 1840, coûtait six *pence* pour les cent premiers milles parcourus, deux *pence* pour chaque cent milles additionnels, de telle sorte qu'une lettre envoyée de Québec à New-York représentait une dépense d'un *shilling* et quatre *pence*, soit environ trent-deux *cents* de notre monnaie d'aujourd'hui.

Ce système fonctionna normalement jusqu'au jour où les treize colonies proclamèrent leur indépendance. De 1778 à 1783, toutes les relations, postales et autres, furent interrompues entre les Etats-Unis et le Canada. C'est alors que le gouverneur Haldimand, reprenant un vieux projet de Talon, fit ouvrir un chemin pour rattacher Québec à Halifax, à travers la forêt qui s'étendait de Kamouraska au lac Témiscouata, puis le long des rivières Madawaska et Saint-Jean jusqu'à la baie de Fundy. Longtemps, le trajet serait long et coûteux; mais il importait avant tout de se soustraire le plus possible à la dépendance de New-York, maintenant que la rupture entre les anciennes colonies et la Grande-Bretagne était un fait accompli.

La révolution triomphante ne pouvait cependant pas empêcher les relations de se rétablir, par la force des choses, entre la jeune République et le Canada. Aussi bien, dès 1783, sur les instances des marchands anglais, les courriers recommençaient à voyager entre Montréal et New-York. Devenu, avec la recommandation de lord Dorchester, assistant-maître de poste général pour l'Amérique du Nord britannique et chef d'un service postal exclusivement canadien, quoique toujours soumis à la direction de Londres, Hugh Finlay allait désormais consacrer ses efforts à faciliter le transport des lettres, colis et journaux, de Halifax à Québec, de Québec à Montréal et au-delà. A l'est comme à l'ouest de Québec, de nouveaux bureaux de poste marquèrent la route suivie par les courriers, à travers un pays très vaste qui se peuplait lentement.

Deux traits du régime postal, maintenu au Canada jusqu'en 1849, méritent d'être soulignés. L'un d'eux permet de comprendre pourquoi l'expansion du service des postes fut aussi peu rapide, et

il est à la source des principales difficultés que rencontrèrent Finlay et son successeur Heriot.

La direction, nous l'avons dit, restait à Londres et Londres avait pour principe qu'un courrier devait rapporter des bénéfices. Un bureau de poste ne pouvait être ouvert s'il y avait le moindre doute que les recettes ne couvriraient pas au moins les dépenses. Bien plus, il était interdit d'appliquer à un courrier déficitaire le profit retiré d'un courrier payant. Et les profits, convient-il d'ajouter, étaient invariablement versés au Trésor anglais qui ne dédaignait aucune source de revenus. Les gouverneurs avaient beau multiplier leurs instances, voire recourir aux menaces auprès de l'assistant-maître de poste, celui-ci, de son côté, avait beau réclamer auprès de son supérieur, la réponse de Londres était toujours la même : « Démontrez que l'opération rapportera, sinon rien à faire ». Dans l'ensemble du reste l'opération rapportait, non seulement au Trésor, mais à l'assistant-maître de poste. Ce dernier — et c'est là l'autre trait curieux du système — ne touchait pas un traitement fixe. Quand il avait payé les maîtres de poste et les courriers, il gardait pour lui les recettes du port des journaux et une substantielle commission sur les montants qu'il avait perçus, pour le compte des postes américaines, pour les frais de port d'une lettre entre un point quelconque des Etats-Unis et la frontière canadienne. L'année où Heriot remplaça Finlay, l'assistant-maître de poste encaissait ainsi quelque 890 livres sterling, soit plus de \$4000 d'aujourd'hui, somme considérable pour l'époque. Dix ans plus tard, Heriot lui-même touchait au-delà de 2500 livres, soit \$12000 environ.

Cette manière de procéder, inconcevable de nos jours, n'était pas sans risque, car la tentation était forte de confondre la part de l'Etat et celle du fonctionnaire, facilement soupçonné ou accusé de ne pas présenter des comptes exacts. Finlay, qui fut aussi membre du Conseil exécutif, et qui, en cette qualité, préconisa l'anglicisation des Canadiens de langue française, en fit la triste expérience. Contraint de démissionner en octobre 1799, il finit par admettre qu'il était endetté, envers le maître de poste général, d'une somme de quelque

\$7000 que les tribunaux le condamnèrent à rembourser. Lorsque Heriot partit à son tour, seize ans plus tard, le bruit courut qu'il avait emporté la caisse...

Les fonctions d'assistant-maître de poste général n'étaient donc pas de tout repos. Rempli d'un beau zèle, actif, intelligent, ingénieux, mais ayant peut-être une trop bonne opinion de lui-même — ce qui contribuait à le rendre chatouilleux — Heriot justifia la confiance qu'on avait mise en lui. Pris entre les ordres de Londres et les réclamations croissantes des autorités locales, il manoeuvra longtemps de manière à satisfaire ses supérieurs sans négliger les intérêts essentiels du service; et les quelque seize années de son administration ne sont pas les moins intéressantes ni les moins remplies de l'histoire des postes canadiennes.

Sans doute, il restait encore beaucoup à faire en 1811, comme en témoigne le mémoire adressé cette année-là par Heriot aux lords du Conseil Privé. Les marchands, par exemple, ne cessaient de se plaindre des lenteurs de certains courriers, notamment de celui qui prenait trois semaines pour couvrir le trajet entre Québec et Halifax ou Québec et York, alors que huit ou neuf jours eussent dû suffire. La faute n'en retombait pas tout entière sur l'assistant-maître de poste. Bien au contraire, Heriot comprenait les besoins de la population, il y répondait dans toute la mesure du possible et multipliait les suggestions pratiques, sans tenir compte des rebuffades. Chaque fois que c'était nécessaire, il prenait lui-même la route et il n'oubliait pas alors le peintre qui ne dormait jamais en lui. De chacune de ses randonnées, il rapportait des aquarelles. De retour à Québec, il s'empressait de les lithographier, puis de les vendre avec la collaboration de John Neilson, chez qui il se procurait le papier dont il avait besoin.

Malgré tout, en dépit des obstructions de Londres, le service postal s'étendait. A partir de 1810, les courriers voyageaient régulièrement entre Montréal et York, puis jusqu'à Niagara. La route de Québec à Halifax s'améliorait lentement. Il n'en coûtait plus que huit cents pour envoyer une lettre de Québec à Montréal, en passant par

les villes-postes des Trois-Rivières, de Berthier et de L'Assomption, sans compter quelque vingt-sept relais pour les chevaux. Les marchands n'en continuaient pas moins de réclamer, et plusieurs, dans le Haut-Canada particulièrement, préféraient se servir de messagers d'occasion. La concurrence risquait de devenir dangereuse, d'autant plus que les autorités supérieures locales se gênaient de moins en moins pour intervenir. En 1815, sir Gordon Drummond, administrateur du Bas-Canada, qui avait précédemment demandé, mais sans succès, un assistant-maître de poste général pour cette province, allait jusqu'à laisser entendre que les courriers militaires seraient rétablis si le service n'était pas amélioré sur-le-champ. Heriot, dont la bonne volonté ne pouvait être mise en doute, rappela les instructions qu'il recevait de Londres. Drummond revint à la charge. Le ton de la correspondance s'éleva; on échangea de part et d'autre des propos acerbes. Finalement, Heriot ayant répondu qu'il relevait uniquement du maître de poste général, Drummond, devenu furieux, adressa au secrétaire des Colonies un violent réquisitoire contre l'assistant-maître de poste représenté comme un incapable, un insubordonné et un insolent. Londres prit la défense de ce dernier, loua son zèle et son empressement. Heriot, toutefois, en avait assez. L'incident ne fit que fortifier la résolution qu'il avait prise de remettre sa charge. En avril 1816, Daniel Sutherland, maître de poste à Montréal, depuis neuf ans, lui succédait.

Lorsqu'il quitta définitivement le service, le 1er juin, George Heriot avait à peine cinquante ans. Il en avait passé vingt-cinq au Canada, et le plus grand nombre à Québec même. Nous pouvons croire qu'il s'y plaisait; ses aquarelles, ses dessins et ses livres témoignent en tout cas de l'intérêt qu'il y prit. Demeuré profondément anglais, il préféra sans doute, ce qui est naturel, la société des hommes de sa langue et de ses croyances qui formaient bande à part au milieu d'une population française et catholique. Rien d'étonnant qu'il fut un jour admis dans ce cercle fermé qu'était le Club des Barons ou *Beef-steak Club*, rendez-vous des principaux marchands et banquiers

de la ville. Tout *tory* qu'il était, à l'exemple des sir John Caldwell, des sir George Pownall, des H. W. Ryland, des Gilbert Ainslie et des Angus Shaw, il n'en appréciait pas moins à leurs mérites les Canadiens et le Canada. C'est en vain qu'on chercherait, dans ses écrits, des propos désagréables ou offensants à leur endroit. Son *History of Canada*, qui s'arrête à la mort du gouverneur Vaudreuil, en 1725, exprime, bien au contraire, une évidente sympathie, quoiqu'on puisse reprocher à l'auteur de n'avoir rien compris au caractère mystique de l'épopée canadienne, de s'être un peu trop intéressé aux tribus sauvages et de s'exprimer dans une langue bien terne. Les mêmes reproches s'adressent aux *Travels through the Canadas*. Mais, dans ce dernier ouvrage, plus encore que dans *The History of Canada*, où N. P. Willis a puisé abondamment pour écrire son *Canadian Scenery*, illustré par Bartlett, George Heriot a fait preuve d'une bonne volonté manifeste. Cette bonne volonté ne suffisait pas cependant aux yeux du critique de l'*Edinburgh Review*, d'avril 1808, pour excuser l'assistant-maître de poste d'offrir au public un récit de voyage qui . . . n'en est pas un. Que le style de George Heriot ne vaille pas mieux que son raisonnement ou sa documentation, que ses descriptions des rivières, torrents, chutes et fleuves soient à la longue fastidieuses, que le récit, dans l'ensemble, manque de personnalité et de vigueur: tout critique impartial le reconnaîtra sans peine. Mais le collaborateur anonyme de l'*Edinburgh Review* donne lui-même une preuve éclatante de son étroitesse d'esprit lorsqu'il s'indigne de la tolérance dont l'Eglise catholique est l'objet « dans une colonie anglaise soumise à l'autorité d'un monarque religieux » et de la liberté reconnue à de « méprisables papistes d'instruire la naïve jeunesse canadienne » ! Jusqu'aux aqua-relles d'Heriot qui ne trouvent pas grâce devant une critique manifestement malveillante. Il se peut toutefois que le jugement du collaborateur de l'*Edinburgh Review* ait été, sur ce point, influencé par la mauvaise qualité des reproductions lithographiques dans un certain nombre d'exemplaires de l'ouvrage. Tous les volumes n'eurent heureusement pas le même sort et, là où la reproduction en a été réussie, les

aquarelles de George Heriot ont infiniment plus de prix que sa prose.

Pour apprécier le talent réel de l'artiste, la grande simplicité de ses moyens, voire la surprenante éloquence qui jaillit du moindre de ses croquis, nous avons heureusement les centaines d'aquarelles exécutées avant et après 1816. Le paie-maître de l'« honorable Bureau d'Artillerie » s'était contenté, nous l'avons vu, de peindre Québec et ses environs. L'assistant-maître de poste général, empruntant la route des courriers, s'inspira des sites et paysages qu'il rencontrait sur son chemin, de Montréal à Niagara et de la Pointe-Lévis à la baie de Fundy. Puis, après avoir une dernière fois, en juin ou juillet 1816, reproduit quelques traits saillants de la côte de Beau-pré et vendu devant notaire les deux actions d'une livre chacune qu'il détenait dans la compagnie de l'hôtel Union, siège du *Beef-steak Club*, il partit pour l'Angleterre. Dès l'automne de cette même année, il prend contact avec les prés verdoyants et les ruines gothiques des alentours de Londres. Ni son goût des voyages ni son tempérament d'artiste ne se ressentent encore du poids des années. D'autres aquarelles s'ajoutent à toutes celles qu'il a faites ou semées en cours de route, et nous pouvons, grâce à elles, le suivre, comme à la trace, à travers la France, l'Espagne et l'Italie, et jusqu'aux rives du Danube, entre 1818 et 1820. Après, nous ne savons plus rien de lui, sinon qu'il mourut, quelque part en Angleterre, l'an du Seigneur 1844.

A handwritten signature in dark ink, likely reading 'George Heriot', with a long, sweeping underline that extends to the left.

BIBLIOGRAPHIE

OEUVRES DE GEORGE HERIOT:

The History of Canada, from its first discovery, vol. I, T. N. Longman and O. Rees, London 1804;

Travels through the Canadas, with folding map and 27 tinted plates, Richard Phillips, London 1807;

The West Indies (poem);

Travels through Spain and South of France.

LIVRES ET ARTICLES DE REVUES:

The History of the Post-Office in British North America (1639-1870), by William Smith, Cambridge University Press, 1920;

Canada and its Provinces, vol. 4, p. 729-736, Archives edition;

Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec, 1928-29;

The Canadian Antiquarian and Numismatic Journal, vol. VII, July 1910, p. 101 et sv. "George Heriot, author and artist", by J. C. A. Heriot;

Le Bulletin des Recherches Historiques, vol. 7, mars 1901, p. 89 et sv. "Le service postal au commencement du régime anglais", par E. Cruikshank;

The Edinburgh Review, April 1808, p. 212-225, "Heriot's Travels in Canada".